



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

Dans le cadre de la consultation relative aux travaux de remplacement de portes renforcées à l'hôtel de police de NANTES (44) sis 6 place Waldeck Rousseau.

Le présent marché public de défense et de sécurité au titre de l'article L.1113-1.4° du code de la commande publique a pour objet des travaux destinés à la sécurité et qui font intervenir, nécessitent ou comportent des supports ou informations protégés dans l'intérêt de la sécurité nationale.

Conformément à l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale, certaines informations et documents du marché porteront une marque de confidentialité destinée à restreindre leur diffusion afin de sensibiliser l'utilisateur à la nécessaire discrétion dont il doit faire preuve dans la manipulation des informations couvertes par cette mention. Celles-ci ne devront être communiquées qu'aux personnes ayant besoin de la connaître dans l'exercice de leurs attributions.

L'auteur de la divulgation s'expose à des sanctions disciplinaires ou professionnelles, sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions spécifiques au traitement et à la protection de données à caractère personnel.

Mme/ M

représentant l'entreprise.....

Adresse.....
.....

SIRET.....

en qualité de

engage l'entreprise au respect de la clause de confidentialité suivante :

Les données détenues par l'Administration et dont les membres de l'entreprise candidate, auraient connaissance à l'occasion de la consultation, de la passation ou de l'exécution du marché public précité, présentent un caractère confidentiel, qui sans relever du secret défense nécessitent une vigilance particulière telle qu'elle justifie la prise de précautions particulières ou spécifiques. L'ensemble des plans de cette consultation sont signalés « diffusion restreinte ».

A ce titre, le candidat potentiel s'interdit :

- toute communication écrite ou orale sur ces sujets à toute personne n'ayant pas le besoin d'en connaître ;
- toute numérisation, reproduction (y compris impression), ou duplication, même partielle ;
- tout prêt ou remise, même partielle, de documents à un tiers.

Le candidat s'oblige à demander l'autorisation préalable expresse et écrite de l'Administration, pour donner connaissance de ces plans, à ses éventuels co-traitants ou sous-traitants. Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux co-traitants et aux sous-traitants.

Le candidat s'oblige à la destruction logicielle des plans numériques remis à l'occasion de cette consultation à l'issue du rejet de son offre ou, s'il est attributaire d'un lot, à l'issue de l'exécution des travaux.

engage l'entreprise au respect des règles de protection des informations, au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'enceinte du site dans lequel seront exécutées les prestations et n'accéderont qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

A défaut, des actions civiles ou pénales pourront être intentées contre l'entreprise ou son représentant.

(Mention « lu et approuvé » manuscrite)

le

Cachet et signature